

«Un politique doit être traité comme un citoyen»

Pour Raoul Hedebouw, la démission de Galant était inéluctable et l'immunité de Mathot devait être levée

Actualité politique chargée la semaine dernière. Entre la saga Galant et sa démission, la non levée de l'immunité d'Alain Mathot, les éternels retards du tram de Liège ou encore le développement du PTB en région liégeoise, Raoul Hedebouw est sur le grill pour l'interview Parlons politique.

↳ La démission de Jacqueline Galant, pour vous qui êtes notamment dans la commission « infrastructures », était devenue inéluctable ?

Oui, pour deux raisons. Primo, Jacqueline Galant a menti. Elle a menti en disant droit dans les yeux du peuple belge « je n'ai pas reçu les informations » concernant la sécurité dans les aéroports. Et concernant cette désormais ex-ministre, ce n'était pas la première fois. Ensuite, sa ligne de fond est un mépris total par rapport à la fonction publique, avec cette arrogance libérale qui atteint des sommets. Il n'y a eu avec elle aucune concertation à la SNCB, elle s'offre les services du cabinet Clifford comme ça, sans appel d'offres. C'est un mépris total et on se retrouvait en fait avec une ministre qui travaillait juste pour un petit groupe. C'est symptomatique de ce gouvernement.

↳ C'est-à-dire ?

Ce gouvernement de droite ne travaille que pour une infime partie de la population. Prenons l'exemple du ministre des Finances, Van Overtveldt (N-VA), qui conteste officiellement l'obligation de récupérer plus de 900 millions d'euros auprès de 35 entreprises multinationales ayant bénéficié du régime de prescrit fiscal pour bénéfice excédentaire, les fameux ru-

lings. Prenons Marghem, qui a aussi menti sur la question du nucléaire. Et puis dans un sens, le Premier ministre aussi est quelque part responsable de son équipe, non ? Le Galantgate devient un Michelgate.

↳ Mais le Premier ministre a été très clair : il a affirmé qu'il n'avait pas eu connaissance de tous les documents au moment de s'exprimer à la Chambre, jeudi dernier.

Je ne crois pas une seule seconde que le Premier ministre n'était pas au courant. Le but de tout ça était très clair en réalité : tout renvoyer vers la commission d'enquête dans une vaste opération « oubliettes ». Et en plus, Galant est proche de Michel.

↳ Justement, à propos de cette d'enquête « attentats », le PTB n'en fait officiellement pas partie. Vous le regrettez ?

La conception de cette commission interpelle, en effet. Nous n'y sommes pas et, finalement, ce sont les partis traditionnels qui ont tous été au pouvoir sur les dernières années, qui se retrouvent entre eux. Or, il y a eu par le passé des ouvertures à tous les partis, même les plus petits. Je pense à la commission d'enquête sur le Rwanda. Là, ils optent pour le « on reste entre nous ». Le PTB n'aura même pas le droit de parler dans cette commission. Alors, je pose la

question : de quoi ont-ils peur ? Si le but est de nous faire taire, ça ne marchera pas !

↳ Indépendamment des raisons, deux démissions de femmes politiques francophones, Galant et Milquet, ce n'est pas l'idéal pour l'image...

Je ne pense pas que l'angle « femme » subira à proprement parler les conséquences de ces démissions. Il y a énormément de femmes politiques actuelles qui bossent bien et qui comptent. Il faut voir là derrière

les conséquences politiques uniquement. Le problème, et j'en reviens à Galant, c'est qu'à l'incompétence s'est greffée de l'arrogance. Alors, on se coupe de l'administration et parallèlement à cela, on gonfle des cabinets ministériels où l'on prend toutes les décisions.

↳ Vous voulez carrément la fin des cabinets ministériels ?

Il faut regarder les choses en face. Nous sommes aujourd'hui dans une participative. et seuls les gouvernements ou les collèges, pour les communes, décident de tout, seuls, au mépris de toute discussion ou négociation. Le tout avec une hyperpolitisation et des frontières extrêmement floues entre le mandat politique à exécuter confié au « cabinet-

tard » et le projet pour lequel il peut se battre idéologiquement.

↳ L'immunité parlementaire d'Alain Mathot ne sera pas levée. Sans surprise ?

Malheureusement il n'y a pas eu de changement par rapport aux conclusions de la commission des Poursuites de la Chambre, qui recommandait la non levée. C'est une déception. Je regrette qu'on n'ait pas levé l'immunité afin que M.Mathot puisse se défendre devant la justice. C'est un camouflet pour la démocratie. Et après, ces mêmes politiques se plaindront que les gens crient « tous pourris ». Mais que font-ils pour éviter ça ? C'est une décision incompréhensible, on a quasi voulu refaire une instruc-

tion en se permettant de tirer des conclusions. Mais au nom de quoi ? Il y a une colère de la population, que je comprends et que je partage, de voir que tout le monde n'est pas traité de la même manière face à la justice.

↳ Et sur le concept même de l'immunité parlementaire, il faut la supprimer ?

Nous avons pris clairement position en ce sens, effectivement. On doit être cohérent ; un politique doit être traité de la même manière qu'un citoyen. De manière totalement égale. Et dire ça, je le souligne, ce n'est en rien préjuger du fond judiciaire. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR
GASPARD GROSJEAN

@GASGROSJEAN

Panama Papers**Un cadastre des grosses fortunes**

> **Le scandale « Panama Papers » a été beaucoup évoqué, provoquant de nombreuses réactions. Mais au-delà, est-ce cela va changer quelque chose ?**
 Tout dépend de la volonté politique évidemment. Grâce à un travail acharné de journalistes, nous avons de nombreuses informations. Le PTB avait lui aussi déjà révélé plusieurs scandales d'évasion fiscale de grosses fortunes belges. Et on remarque que ce sont toujours les mêmes

grosses familles qui sont impliquées. Je pense à celle qui dirige ABInbev, qui en veut toujours plus, alors que le groupe augmente le prix de la bière et que ce

sont nos petits cafetiers qui en souffrent.

> **Comment agir concrètement ?**
 Il faut lever le secret bancaire et établir un cadastre des grosses fortunes. Nous, petits salariés, petits indépendants, le fisc connaît tout. Tout est rempli dans la déclaration fiscale. Pour les riches, par contre, veut-on seulement le savoir ? La réponse est non. Le ministre des Finances, Van Overtveldt, c'est un peu comme si on mettait l'avocat d'Al Capone à la tête de la police de Chicago. Il va en appel pour ne pas récupérer 942 millions d'euros auprès de grosses entreprises. Où avez-vous déjà vu ça ? ●

Tram**« Dans le mur »**

> **Encore un report dans le dossier tram. Vous y croyez toujours ?**

On va droit dans le mur dans ce dossier. Je pense même qu'on y est déjà. M. Demeyer a dit que c'était son dossier central et qu'il voulait être jugé là-dessus. Le bilan n'est vraiment pas fameux. Alors, bien

sûr, l'Europe n'est pas le chantre du gauchisme, c'est clair. Mais dès lors, je regrette que l'on ait quand même voulu jouer là-dedans, avec un PPP un peu hybride. Il aurait fallu opter, dès le départ, pour un investissement 100 % public. Là, on se dirige quasi vers une privatisation de cette ligne de tram qui sera l'axe le plus rentable du TEC. Or, si on la privatise, on ne saura plus payer les plus petites lignes, les horaires très tôt ou très tard, les noctambus. ●

G.G.

« Le PTB construit de nouvelles sections en région liégeoise »

> **Plusieurs sondages successifs placent le PTB à des scores intéressants. Est-ce que cela veut dire que vous commencez à être pris au sérieux, notamment par les autres partis ?**

Certains pensaient que nous ne serions qu'un feu de paille, cantonné à Seraing ou Herstal. Loin s'en faut ! Nous sommes sérieux, nous avons un bureau d'études, des sections locales, des élus. Soit une réelle lame de fond.

> **Quel est le développement du PTB en province de Liège ?**

Outre Liège, Seraing et Herstal, on s'étend. Nous avons une section officielle et opérationnelle à Verviers. À Oupeye, Visé, Grâce-Hollogne, Saint-Nicolas et Flémalle, nous en construisons d'autres actuellement. Nous déciderons en 2017 où nous aurons des listes. À Liège aussi, on s'intègre de plus en plus dans les différents quartiers. Et puis nous sommes en train de créer deux sections, l'une sur la Ville de Huy, l'autre pour l'arrondissement de Huy-Waremme. ●

G.G.

Les propos de F. Culot**« Une honte »**

> **Le libéral sérésien Fabian Culot avait eu des mots durs envers le PTB, vous comparant à l'extrémisme de droite. Que répondez-vous ?**

La sortie de M. Culot est une honte. Oser comparer Julien Lahaut, qui avait le soleil dans la poche, à Marine Le Pen, c'est tout bon-

nement scandaleux. Et ça ne prouve qu'une chose : que M. Culot veut monter dans la majorité d'Alain Mathot aux prochaines communales. Il est prêt à tout pour lui plaire, donc à casser du sucre sur le dos du PTB. Il fait la carpette. Visiblement, le fait de ne pas être le premier parti d'opposition lui reste en travers de la gorge. Et je lui rappelle que ce n'est pas mon parti qui est au pouvoir avec des gens qui ont des accointances affichées avec l'extrême-droite. ●

G.G.